Canada: le scandale des fosses communes d'enfants autochtones d'un ancien pensionnat chrétien qualifié de «plus grande fake news du Canada» ; le gouvernement pourrait criminaliser les doutes (MàJ: aucun corps trouvé lors des fouilles)

01/09/2023 à 14h19



01/09/2023

Après deux ans d' histoires d'horreur sur les prétendues fosses communes d'enfants autochtones dans les pensionnats du Canada, une série de fouilles récentes sur des sites suspects n'ont révélé aucun reste humain.

Certains universitaires et hommes politiques affirment que c'est une preuve supplémentaire que ces histoires ne sont pas prouvées.

Minegoziibe Anishinabe, un groupe d'autochtones également connu sous le nom de Première Nation de Pine Creek, a fouillé 14 sites dans le sous-sol de l'église catholique Our Lady of Seven Sorrows, près du pensionnat de Pine Creek, au Manitoba, pendant quatre semaines cet été.

Les soi-disant « anomalies » ont été détectées pour la première fois à l'aide d'un radar pénétrant dans le sol, mais le 18 août, le chef Derek Nepinak de la réserve indienne isolée de Pine Creek a déclaré qu'aucun reste n'avait été trouvé.

Il a également qualifié cet effort de « fouille initiale », ce qui a conduit certains sceptiques quant aux affirmations initiales à penser que d'autres fouilles sont prévues.

«Je n'aime pas utiliser le mot canular parce qu'il est trop fort mais il y a aussi trop de mensonges qui circulent sur cette question sans aucune preuve», a déclaré Jacques Rouillard, professeur émérite au Département d'histoire de l'Université de Montréal. Poste mercredi.

Néanmoins, il se félicite de la poursuite des fouilles en raison de l'énorme publicité négative et de l'énorme tache laissée au Canada après les premiers rapports faisant état de prétendues fosses communes.

« Tout cela a été très sombre pour le Canada. Nous avons besoin de plus de fouilles pour connaître la vérité », a déclaré Rouillard. "Trop de choses ont été dites et décidées avant qu'il n'y ait aucune preuve."

En mai 2021, les dirigeants de la bande de la Première Nation Tk'emlúps te Secwépemc de la Colombie-Britannique ont annoncé la découverte d'un charnier de plus de 200 enfants autochtones détecté par radar pénétrant dans le sol dans un pensionnat de la Colombie-Britannique. Le radar a trouvé des « anomalies » dans le sol mais aucune preuve de véritables restes humains.

«Nous avions une connaissance dans notre communauté que nous avons pu vérifier. À notre connaissance, ces enfants disparus sont des décès sans papiers », a déclaré Rosanne Casimir, chef du Tk'emlúps te Secwépemc, dans un communiqué du 27 mai 2021. (Casimir n'a pas répondu à un appel du Post cette semaine.)

Le groupe a appelé la découverte « Le Estcwicwéy' » – ou « les disparus ».

Pine Creek et Kamloops faisaient partie d'un réseau de pensionnats à travers le Canada, gérés par le gouvernement et gérés par des églises des années 1880 jusqu'à la fin du 20e siècle. Les experts estiment qu'environ 150 000 enfants ont fréquenté ces écoles.

Mais jusqu'à la semaine dernière, aucune fouille n'avait été effectuée dans les lieux de sépulture présumés. Il n'y a toujours pas eu de fouilles à Kamloops et aucune date n'a été fixée pour le début de tels travaux.

Cela n'a pas empêché de nombreuses personnes au Canada de brosser un tableau démoniaque des pensionnats et de ceux qui les dirigeaient.

« Le système a séparé de force les enfants de leur famille pendant de longues périodes et leur a interdit de reconnaître leur héritage et leur culture autochtones ou de parler leur propre langue », selon le site Internet des Premières Nations et études autochtones de l'Université de la Colombie-Britannique .

La grande chef de l'Assemblée des Premières Nations, RoseAnne Archibald, a déclaré à la BBC en août 2021 que la politique relative aux pensionnats était « conçue pour tuer, et nous en voyons la preuve… »

Quelques jours après l'annonce de Kamloops, le premier ministre Justin Trudeau a décrété, en partie à la demande des chefs tribaux, que tous les drapeaux sur les édifices

fédéraux flottent en berne . Le gouvernement canadien et les autorités provinciales ont promis environ 320 millions de dollars pour financer davantage de recherches et, en décembre, ont promis 40 milliards de dollars supplémentaires pour le règlement des demandes de protection de l'enfance des Premières Nations qui indemniseraient partiellement certains pensionnaires des pensionnats.

Le pape François a présenté des excuses officielles au nom de l'Église catholique, qui gérait de nombreux pensionnats, et a demandé le pardon de Dieu.

Un certain nombre d'écrivains, d'universitaires et de politiciens comme Rouillard ont mis en garde contre l'affirmation selon laquelle des centaines ou des milliers d'enfants seraient enterrés à l'école, mais ils ont été qualifiés de « négationnistes du génocide » – même si de nombreux sceptiques ne contestent pas ces conditions. les écoles étaient souvent dures.

« Les preuves ne soutiennent pas le récit globalement horrible présenté à travers le monde depuis plusieurs années, un récit pour lequel les preuves vérifiables sont rares, voire inexistantes », a écrit James C. McCrae, ancien procureur général du Manitoba, dans un communiqué . essai publié l'année dernière.

McCrae a démissionné de son poste au sein d'un comité gouvernemental en mai après que ses opinions sur les pensionnats ont indigné les groupes autochtones et d'autres militants et politiciens.

Tom Flanagan, professeur émérite de sciences politiques à l'Université de Calgary, a déclaré mercredi au Post qu'il considérait le problème comme une « panique morale » semblable à l'hystérie suscitée par les souvenirs refoulés et les prétendues sectes sataniques dans les écoles des États-Unis dans les années 1980 et années 90.

“Les gens croient à des choses qui ne sont pas vraies ou improbables et ils continuent à y croire même lorsqu’aucune preuve n’apparaît”, a déclaré Flanagan. « Les gens semblent doubler leur conviction que quelque chose s’est produit. »

Eldon Yellowhorn , professeur et directeur fondateur du département d’études autochtones de l’Université Simon Fraser en Colombie-Britannique, a déclaré au Post l’année dernière qu’il était lui aussi prudent quant à la véracité de certaines des affirmations les plus controversées.

Yellowhorn, membre de la nation Pieds-Noirs, avait été embauché par la puissante Commission de vérité et réconciliation du Canada pour rechercher et identifier les tombes des enfants autochtones dans les pensionnats. Mais il a alors déclaré que bon nombre des tombes qu’il avait trouvées provenaient de véritables cimetières et que la manière dont elles étaient mortes n’était pas claire.

New York Post

> *This was one of the beautiful churches burned down in Canada following the accusation of leftist Justin Trudeau and media that Catholic Church committed Mass murder of indigenous children a century ago. Now the excavation at the alleged burial sites has proved that the accusation… pic.twitter.com/TASgZM2hp6*
>
> *— Sachin Jose (@Sachinettiyil) September 1, 2023*

> *83 churches were burned or vandalized in Canada as revenge for “mass graves” of Indigenous children*
>
> *Turns out, the story was a hoax pic.twitter.com/MZy8jLUkuz*
>
> *— End Wokeness (@EndWokeness) September 1, 2023*

19/08/2023

> *Excavation after 14 anomalies detected at former residential school site found no evidence of graves: Manitoba chief https://t.co/EzUX27PnTQ*
>
> *— National Post (@nationalpost) August 19, 2023*

21/06/2023

Cela fait maintenant plus de deux ans que le Canada a été secoué par des allégations selon lesquelles 215 tombes anonymes d'écoliers autochtones auraient été découvertes sur le terrain d'un ancien pensionnat à Kamloops, en Colombie-Britannique. Il n'y avait pas de corps ou de restes humains, mais des données de géoradar indiquant des dislocations du sol régulièrement espacées. Mais personne ne s'en serait pas douté à l'époque étant donné la manière dont l'histoire avait été rapportée. Un titre du Global News annonçait la "Découverte de restes humains sur le terrain du pensionnat de Kamloops". Un autre, dans le Toronto Star, déclarait : "Les restes de 215 enfants retrouvés".

Je faisais partie des nombreux Canadiens qui ont cru à ces titres. Les sévices racistes infligés par les pensionnats canadiens des XIXe et XXe siècles, créés pour "civiliser" les peuples indigènes et les dépouiller de leur culture, sont largement débattus depuis des décennies. Compte tenu de cette sombre histoire, il n'était pas difficile de croire que certains des prêtres et des éducateurs qui dirigeaient ces écoles n'avaient pas seulement fait preuve de cruauté et de

négligence (ce que l'on savait déjà), mais qu'ils avaient également commis des massacres de masse contre des enfants sans défense.

Sans attendre que les preuves tangibles sortent de terre, les drapeaux ont été mis en berne, les célébrations de la fête du Canada du 1er juillet ont été annulées, Justin Trudeau s'est agenouillé devant les caméras, et la nation tout entière est entrée dans une période collective d'autoflagellation sans précédent. Avant la fin de l'été, Justin Trudeau s'est engagé à verser plus de 300 millions de dollars en nouveau financement pour les communautés autochtones, afin qu'elles puissent mener à bien la sinistre tâche consistant à fouiller la terre à la recherche de cadavres d'enfants. La Presse canadienne l'a ensuite qualifiée d'histoire de l'année.

Vingt-quatre mois plus tard, beaucoup de choses ont changé. Pendant toute cette période, on n'a pas trouvé une seule tombe, un seul corps ou un seul ensemble de restes non marqués à Kamloops, ni dans aucune des autres communautés des Premières nations qui ont effectué des relevés similaires au moyen d'un radar pénétrant le sol.

Cela ne signifie pas que des tombes et des corps ne seront pas découverts à un moment indéterminé dans l'avenir. Mais étant donné que les données radar initialement annoncées auraient indiqué aux groupes autochtones et aux enquêteurs médico-légaux l'emplacement exact des restes humains présumés, le fait que deux années se soient écoulées sans qu'aucune preuve matérielle n'ait été déterrée ne peut qu'être qualifié d'étrange.

Comme je l'ai noté dans un article récent pour un magazine britannique, et ici à Quillette, c'est un sujet dont beaucoup de Canadiens bien élevés ont peur de parler. En 2021, la découverte supposée de ces 215 tombes anonymes a pris l'allure d'un récit national sacré. Souligner les lacunes de ce récit qui se sont développées depuis, comme je le fais ici,

ressemble à un sacrilège séculaire.

En outre, un capital politique considérable est en jeu. Lors de la campagne électorale fédérale de 2021, Trudeau a fait campagne en promettant de réparer les horreurs meurtrières infligées aux Canadiens autochtones par ses ancêtres. Les dirigeants autochtones, et c'est bien compréhensible, étaient heureux de prendre l'argent du Premier ministre pour ce faire. Les journalistes ont assuré à leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs que les tombes présumées constituaient une preuve supplémentaire que le Canada était un "État génocidaire", suscitant ainsi toutes sortes de nouvelles initiatives caritatives, de hashtags et de campagnes de t-shirts. Après tout cela, peu de personnalités publiques sont incitées à admettre que nous aurions peut-être pu attendre les faits avant de nous lancer avec autant d'ardeur dans la confection de vêtements.

Un seul grand média canadien, le National Post, a osé publier une analyse complète et franche de la façon dont tout le monde s'est trompé dans l'histoire des tombes non marquées. D'autres médias ont soit ignoré le dénouement de l'histoire, soit sont allés plus loin en dénonçant le révisionnisme comme un symptôme de sectarisme. Au Toronto Star, par exemple, un éditorialiste a estimé que le fait de demander aux autorités de produire des preuves matérielles concernant les tombes revendiquées équivalait à "une diatribe raciste à la limite du déni de génocide".

Pourtant, même s'ils s'en tiennent publiquement à la ligne orthodoxe sur l'histoire des tombes non marquées, les journalistes et rédacteurs en chef canadiens ajoutent maintenant des termes qui signalent l'incertitude croissante quant à ce qui se trouve réellement sous le sol. Global News, une grande marque multimédia mentionnée plus haut, offre une étude de cas instructive. En 2021, un titre de Global a fait allusion (à tort) à la "découverte de restes humains". Dans un article publié un an plus tard, il s'agissait de la

“découverte de tombes non marquées”. Puis, le mois dernier, à l’occasion du deuxième anniversaire, les rédacteurs se sont repliés sur une formulation plus juridique, “tombes anonymes *présumées*” (l’emphase avec de l’italique est mienne). Ailleurs dans ses articles de 2023, Global News a parlé de “potentielles tombes anonymes” et de “plausibles tombes anonymes”.

Comme la plupart des médias canadiens, Global News n’a pas corrigé ses articles antérieurs sur le sujet, et n’a même pas donné d’explication franche sur les raisons de sa décision. L’histoire des tombes anonymes se trouve donc dans un étrange état limbique, devenant de plus en plus douteuse au fil des mois, mais pas au point d’être formellement démentie.

Même certains sites de médias étrangers n’ont pas corrigé leurs informations. Le 28 mai 2021, un journaliste du New York Times nommé Ian Austen a annoncé à ses lecteurs qu’un “charnier” contenant des enfants indigènes avait été ” repéré au Canada “. En réalité, non seulement aucun “charnier” n’a été découvert, mais aucune communauté autochtone n’a fait une telle déclaration. Le chef de la communauté des Premières nations à laquelle il est fait référence a explicitement déclaré aux médias qu’il n’y avait pas de charnier et a désavoué l’utilisation de ce terme.

Cela fait deux ans que le New York Times a publié cette affirmation, et aucune correction n’a été apportée. Le Times n’a pas non plus corrigé un rapport de suivi tout aussi bâclé publié en 2021 par le même auteur, dont le sous-titre faisait référence à “la découverte des restes de centaines d’enfants”. Aucune “dépouille” n’a été découverte, ni à l’époque, ni aujourd’hui.

Le désir de protéger le récit de tombes anonymes reste particulièrement fort chez les libéraux au pouvoir au Canada, dont le ministre des relations entre la Couronne et les autochtones a pris la mesure plutôt extraordinaire (pour une

démocratie libérale, du moins) de donner des instructions aux journalistes pour qu'ils ne rapportent pas les faits hérétiques. Au début de l'année 2022, lorsque quelques écrivains ont commencé à dire tout haut combien il était étrange qu'aucun corps n'ait encore été découvert à Kamloops, le ministre, Marc Miller, a dénoncé ces Canadiens comme faisant "partie d'un schéma de déni et de désinformation qui a entaché le message sur les pensionnats indiens au Canada. Ils sont nuisibles parce qu'ils tentent de priver de la vérité les survivants et leurs familles".

Miller suggère ici que la "vérité" de l'existence des tombes devrait être considérée comme une affaire de foi par ceux qui ont le cœur (politique) pur, indépendamment des preuves disponibles. En ajoutant le mot "négationnisme", Miller cherche manifestement à comparer les personnes aux cœurs impurs aux négationnistes de l'holocauste.

Et pourtant, le mois dernier, Miller lui-même s'est senti obligé de se couvrir pathétiquement lorsqu'il a tweeté à l'occasion du deuxième anniversaire de l'histoire des tombes anonymes – condamnant ceux qui font des "tentatives écœurantes" pour "nier" l'histoire tout **en faisant référence à la "découverte de plus de 200 tombes anonymes *présumées*" (l'emphase avec de l'italique est mienne). Le mot commençant par "p" trahit l'hypocrisie de Miller : Si le fait de reconnaître que ces plus de 200 tombes à Kamloops pourraient ne pas exister qualifie quelqu'un de négateur de génocide "écœurant", alors Miller semble avoir sa place sur cette liste.**

> *Two years ago today, Tk'emlúps te Secwépemc First Nation shared the finding of over 200 suspected unmarked graves around the former Kamloops Residential School. As time passes, and as we continue to see sickening attempts to deny the dark history of residential schools, #cdnpoli*
>
> *– Marc Miller □□□□□□□□□□□□□□ (@MarcMillerVM) May 27, 2023*

Plus loin dans son fil Twitter, Miller semble suggérer que la vérité sur l'existence des tombes est de toute façon hors de propos, parce que l'acte même de discuter de la question "reste traumatisant pour la communauté, les survivants et leurs familles".

Et ainsi les écrivains doivent résister à la tentation de contester le niais consensus de 2021, nous conseille Miller. A la place, il demande aux journalistes d'assumer le rôle de moines chargés de "réfléchir et de contempler le travail qu'il reste à faire pour assurer la guérison des peuples autochtones".

Les exigences moralisatrices de M. Miller n'ont pas force de loi, heureusement. Mais il n'est pas difficile d'imaginer que cela change. Dans un rapport publié vendredi, Kimberly Murray, l'interlocutrice spéciale indépendante nommée par Trudeau pour enquêter sur la question des tombes anonymes, a exhorté les politiciens à envisager de toute urgence des sanctions civiles et pénales contre le "négationnisme" sur les pensionnats. Cette idée a déjà été défendue par une députée du nom de Leah Gazan et le ministre canadien de la justice, David Lametti, s'est dit ouvert à cette proposition.

> *The Independent Special Interlocutor for Missing Children and Unmarked Graves and Burial Sites associated with Indian Residential Schools will release her Interim Report at 12pm EST today in Cowessess, Saskatchewan. pic.twitter.com/8kW9P9suJ0*
>
> *— OSI-BIS (@OSI_BIS) June 16, 2023*

Comme Miller, Murray semble considérer que les affirmations relatives aux tombes anonymes à Kamloops et ailleurs sont moralement infalsifiables, puisqu'il s'agit de "vérités de survivants". Elle suggère à plusieurs reprises que le simple fait de demander des preuves physiques est en soi une preuve

de négationnisme. Sur ce point, Murray cite avec approbation le chef d'une Première Nation de la Saskatchewan, qui

> *aborde subtilement le négationnisme en déclarant que " [q]u'on trouve ou non des tombes non marquées, il y a suffisamment de preuves orales et archivistiques documentées pour affirmer que ces sépultures existent ou ont existé ". La communauté reconnaît que la voix des survivants, qui ont des témoignages de première main sur ce qui s'est passé dans les pensionnats indiens, doit être privilégiée par rapport à toute autre chose.*

Savoir ce que Murray veut de banni sous la catégorie du "négationnisme" n'est cependant pas clair. À la page 104 de son rapport, elle fait référence (1) à des déclarations, telles que celles contenues dans cet article, qui examinent des assertions spécifiques concernant des tombes présumées dans certaines réserves autochtones ; (2) à des déclarations plus générales qui mettent en doute l'existence de tombes anonymes dans n'importe quel pensionnat ; et (3) à des déclarations encore plus générales, qui servent à "défendre le système des pensionnats indiens [et] à nier que les enfants eurent subi des abus physiques, sexuels, psychologiques, culturels et spirituels". Toutes ces déclarations sont décrites par Murray comme des propos détestables. Mais **il n'est pas clair lesquels, s'il y en a, Murray souhaite criminaliser.**

À d'autres endroits de son rapport, Murray va plus loin, suggérant que les rangs des négationnistes englobent toute personne qui ne s'engage pas à reconnaître que les pensionnats indiens étaient des instruments d'un authentique génocide. "Le fait de ne pas reconnaître les préjudices génocidaires délibérés infligés aux enfants indigènes devient un obstacle à la réconciliation et renforce une culture du déni au sein de la population canadienne", écrit-elle. Cela suggère qu'une personne peut être un "négationniste" sans rien dire ou écrire

du tout, dans la mesure où elle n'a pas tenu compte de l'exhortation de Murray selon laquelle "chacun d'entre nous doit se lever et s'exprimer" de la manière qu'elle prescrit.

À long terme, cependant, ce type d'analyse sémantique n'aura probablement pas beaucoup d'importance, puisque tout effort juridique visant à censurer le "négationnisme" (quelle que soit la définition de ce mot) serait presque certainement annulé par les tribunaux en tant qu'atteinte à la liberté d'expression. Les principes constitutionnels canadiens autorisent l'adoption de lois interdisant la promotion délibérée de la "haine" à l'encontre de groupes identifiables. Mais personne ne peut sérieusement prétendre que le fait de demander des preuves d'allégations de meurtre non prouvées ou de proposer des théories dissidentes sur les pensionnats soient près de satisfaire à cette norme.

Et pourtant, ce n'est pas un spectacle que les Canadiens devraient ignorer : le fait que des personnalités publiques prennent au sérieux ce type de proposition de censure montre à quel point elles sont prêtes à tout pour éviter le réexamen critique du scandale national autour les sépultures anonymes. Trudeau et ses ministres doivent savoir que l'heure des comptes ne peut être repoussée indéfiniment. À mon avis, ils espèrent simplement ne pas être au pouvoir lorsqu'elle arrivera.

Quillette

27/05/2022

[…]

Mais un groupe d'une douzaine d'universitaires canadiens ne croit pas à toute cette histoire.

“Pas un seul corps n’a été retrouvé”, a déclaré au Post Jacques Rouillard, qui est professeur émérite au département d’histoire de l’Université de Montréal. “Après (…) des mois de récriminations et de dénonciations, où sont les restes des enfants enterrés au pensionnat indien de Kamloops ?”.

Le porte-parole de Tk’emlúps te Secwépemc, Larry Read, a confirmé au Post cette semaine qu’aucun corps n’a encore été exhumé de l’école de Kamloops et qu’aucune date n’a été fixée pour commencer les fouilles. Il a ajouté que le rapport montrant les résultats du radar à pénétration de sol (GPR) n’a pas été publié par la communauté, mais qu’il pourrait l’être à un moment donné dans le futur.

M. Rouillard, qui a été le premier à défendre ce qu’il a appelé l’absence totale de preuves de l’existence de fosses communes dans un essai publié en janvier, ne nie pas que de graves abus auraient pu être commis dans les pensionnats.

Mais lui et d’autres personnes remettent en question le récit surchargé de l’école de Kamloops, selon lequel des enfants auraient été assassinés et enterrés dans ce qui, selon certains anciens élèves, était un verger de pommiers.

[…]

Le 17 mai 2021, la communauté avait engagé Sarah Beaulieu, une jeune anthropologue de l’Université de la vallée du Fraser, pour scanner et étudier le site. Beaulieu a scanné le site entre le 21 et le 23 mai et le groupe a annoncé ses découvertes choquantes le 27 mai.

Mme Beaulieu a déclaré que les capteurs à distance avaient détecté des “anomalies” et ce qu’on appelle des “reflets” qui indiquent que des restes d’enfants pourraient être enterrés sur le site. Mme Beaulieu n’a pas répondu aux courriels envoyés par le Post.

[…]

Comme M. Rouillard, Tom Flanagan, professeur émérite de sciences politiques à l'Université de Calgary, ne croit en rien à l'histoire.

"C'est la plus grande fake news de l'histoire canadienne", a déclaré Flanagan au Post. "Toute cette histoire de tombes non marquées et d'enfants disparus a déclenché une panique morale. Ils en sont venus à croire des choses pour lesquelles il n'y a aucune preuve et l'histoire a pris vie d'elle-même."

Étrangement, Rouillard, Flanagan et leurs associés ont une sorte d'allié en la personne d'Eldon Yellowhorn, professeur et président fondateur du département d'études indigènes de l'Université de Fraser Valley – là même où travaille Sarah Beaulieu.

M. Yellowhorn, qui a grandi dans une ferme de la réserve indienne de Peigan et dont plusieurs membres de la famille ont fréquenté les pensionnats, est à la fois archéologue et anthropologue. Il fait partie de la nation Blackfoot. Depuis 2009, il recherche et identifie les tombes des enfants autochtones ayant fréquenté les pensionnats du Canada, après avoir été engagé par la puissante Commission vérité et réconciliation du Canada.

Cependant, bon nombre des tombes qu'il a identifiées dans les pensionnats d'autres régions du pays proviennent de véritables cimetières et la façon dont ils sont morts n'est pas toujours claire.

Certains de ceux qui ont été trouvés avaient succombé à la maladie, a déclaré Yellowhorn, citant un cimetière où il est apparu que de nombreux enfants avaient péri de la grippe espagnole il y a un peu plus d'un siècle.

"Je peux comprendre pourquoi certaines personnes sont sceptiques quant au cas de Kamloops", a déclaré Yellowhorn au Post. "Tout cela est très nouveau. Il y a beaucoup de désinformation qui circule. Les gens parlent sous le coup de

leurs émotions”.

Pour Yellowhorn, les preuves réelles de la présence d’un charnier sur le site de Kamloops sont minces.

“Tout ce que le radar vous montre, c’est qu’il y a des anomalies ou des reflets”, a-t-il dit. “La seule façon d’en être certain est de retourner la terre et de vérifier ce qui se trouve en dessous. Nous ne sommes pas encore arrivés au point où nous pouvons le faire. C’est un travail énorme.”

Malgré son propre scepticisme, M. Yellowhorn affirme qu’il est tout à fait possible que si des fouilles sont un jour menées à Kamloops – de véritables restes humains soient découverts, un peu comme ce fut le cas en 2014 en Irlande après que le géoradar révéla des anomalies dans l’un des célèbres foyers pour mères et bébés du pays.

La professeure canadienne Frances Widdowson a déclaré que personne n’ose remettre en question les leaders autochtones au Canada de nos jours, ce qui rend difficile la vérification de leurs affirmations concernant les restes enterrés d’enfants.

Les gardiens du savoir, après tout, ne peuvent pas être remis en question, car cela serait perçu comme un “manque de respect””, a écrit Widdowson dans “The American Conservative” en février. Widdowson est un ancien professeur titulaire de l’université Mt Royal à Calgary.

Widdowson a écrit que les propos “macabres” sur les enfants autochtones enterrés circulent depuis plus de 25 ans et sont “maintenant fermement ancrés dans la conscience canadienne”. Mais elle ajoute qu’il n’y a toujours pas de preuves tangibles.

Les professeurs canadiens contestent également les rapports selon lesquels au moins 150 000 enfants indigènes furent contraints de fréquenter les pensionnats, ce qui est aujourd’hui accepté comme parole d’évangile au Canada.

Flanagan et d'autres affirment que ce chiffre est au mieux trompeur, car un grand pourcentage de parents indiens ont volontairement opté pour les pensionnats, car c'était le seul moyen pour leurs enfants de recevoir une éducation.

Tomson Highway, un Cri pur et dur, est un compositeur, auteur et pianiste canadien bien connu. Aujourd'hui âgé de 70 ans, il était le plus jeune d'une famille avec 12 enfants dans une tente plantée sur un banc de neige sur une île d'un lac dans le nord-ouest du Manitoba. […]

" J'y suis allé parce que mon père le voulait ", dit Highway à propos de son père, un chasseur de caribous et champion de traîneau à chiens qui était analphabète. "Mon frère aîné était également analphabète. Il ne voulait pas que la même chose arrive à nous autres, les enfants. Alors nous y sommes allés."

Highway a dit que l'école Guy Hill n'était pas parfaite et qu'il a été témoin et victime de certains sévices *[abuse]*.

Mais "je n'ai pas vu de morts étranges", a-t-il dit. "La plupart des Blancs qui étaient là étaient gentils. L'éducation que j'y ai reçue… m'a préparé pour la vie."

New York Post

20/09/2021

En lien :

> *6 églises incendiées au Canada : Justin Trudeau dénonce des « incendies criminels » en lien avec les dépouilles découvertes dans les anciens pensionnats autochtones*

02/06/2021

La découverte des restes de 215 écoliers sur le site d'un pensionnat autochtone de Colombie-Britannique, a ravivé le douloureux débat au Canada sur ces institutions honnies, symboles d'une politique d'assimilation forcée des premières nations. […]

TV5 Monde

La découverte de restes dans une fosse commune, située dans un ancien pensionnat à Kamloops, a provoqué la « consternation » de la classe politique et des demandes de réparations. […] Les drapeaux sont en berne sur les bâtiments fédéraux et provinciaux, ils le resteront deux cent quinze heures à l'Assemblée nationale du Québec, une heure par enfant disparu. […] Selon la chef Rosanne Casimir, **on ignore la cause de leur mort et à quand remonte leur décès, mais « certaines victimes n'avaient pas plus de 3 ans »**, a-t-elle affirmé. Des fouilles vont commencer pour exhumer les corps et tenter de redonner une identité à chacune de ces victimes.

« Comme Blanche, j'ai honte, comme mère, j'ai physiquement mal. Il y a des morceaux d'histoire qui sont si laids, si sales, que nous avons la responsabilité sacrée de nous souvenir », déclarait, dès l'annonce de la macabre découverte, la députée du Bloc québécois Marilène Gill, au bord des larmes, à la Chambre des communes. […]

Le Monde

> *Au Canada, la découverte de 215 corps d'enfants dans une fosse commune près d'un ancien pensionnat pour enfants autochtones ravive les blessures enfouies du "génocide culturel" mené par le gouvernement et l'Église, sous couvert*

> *de mission civilisatrice. https://t.co/9y9U8mD5tO pic.twitter.com/p3qyIi7bOf*
>
> *— Rédaction de France Culture (@FC_actu) June 1, 2021*

[…] Jusqu'aux années 1990, ces 139 «écoles résidentielles», financées par l'État fédéral, étaient utilisées pour assimiler les jeunes autochtones à la culture canadienne. **La Commission de vérité et réconciliation du Canada a déclaré qu'au moins 3200 enfants y sont décédés suite à des mauvais traitements ou de la négligence. La maladie peut également avoir causé le décès des enfants retrouvés à Kamloops.** […]

Journal du Québec

[…] **Les écoles, sous-financées et sous-équipées, étaient un terrain propice pour les maladies telles que la tuberculose, la grippe et la pneumonie.** Des survivants ont aussi raconté la malnutrition et la nourriture culturellement inadaptée. Les pensionnats ont été le lieu de punitions brutales, de viols, de maltraitances et de tortures. **"Ces écoles avaient un taux notoirement élevé de violences sexuelles et physiques, de maladie, de malnutrition et de négligence qui a contribué au taux de mortalité élevé" dans ces établissements** […]

TV5 Monde

Voir aussi : Pensionnat autochtone au Canada